

Le modèle agro-industriel argentin dans la mondialisation

À la fin du XIX^e siècle, face à la rapide mondialisation des systèmes alimentaires, l'Argentine s'est positionnée comme exportatrice de matières premières agricoles. Par la suite, le pays s'est toujours montré réactif et adaptable aux évolutions de la demande mondiale. Depuis les années 1990, son agriculture évolue d'un modèle centré sur les exportations de grains et de viande, à faible valeur ajoutée, vers un complexe agro-industriel oléagineux, avec de nouvelles articulations entre amont et aval. Cette note dresse un portrait de l'agriculture argentine, de ses performances économiques, sociales et environnementales, et identifie ses principaux enjeux pour l'avenir¹.

Au tournant du XIX^e et du XX^e siècles, la croissance démographique européenne a entraîné une hausse de la demande alimentaire. L'Argentine est alors devenue un acteur majeur de la division internationale du travail, en tant que producteur et exportateur de matières premières agricoles et importateur de produits manufacturés. À l'époque, le territoire de la région Pampeana² était faiblement peuplé. Une politique d'immigration et de colonisation rurale fut instaurée, soutenue par une loi³, et les immigrants, en majorité européens d'origine agricole, ont fourni la main-d'œuvre nécessaire pour développer les terres cultivées, progressivement étendues vers le sud aux dépens de la population indigène. Essentiellement tournée vers les marchés mondiaux, la région Pampeana a rapidement porté une agriculture compétitive où coexistaient diverses formes d'accès au foncier (propriété, fermage, métayage), où dominaient les unités domestiques rurales⁴ utilisant la main-d'œuvre familiale.

Ce modèle, fondé sur l'exportation de matières premières agricoles, a conditionné l'histoire du secteur, en le rendant structurellement sensible aux variations du contexte international, notamment dans les périodes de crise. En 1914, l'agriculture et l'élevage ont subi une baisse du nombre de travailleurs immigrés, des capitaux et des intrants européens, ainsi que la réduction

1. Je tiens à remercier Julien Hardelin et Bruno Héroult, du CEP, pour les améliorations qu'ils ont apportées à la première version de cette note.

2. Région de 600 000 km², aux terres fertiles, qui couvre en partie les provinces de Santa Fe, Entre Ríos, La Pampa, Córdoba et Buenos Aires.

3. Loi n° 817 d'immigration et colonisation du 6 octobre 1876.

4. Berman H, 1996, *Les petits et les moyens agriculteurs de canne à sucre de Simoca (Tucumán, Argentine), organisation interne et articulation*, thèse de doctorat, université Paris III.

des exportations de grains. Pendant la crise de 1929, la chute des prix agricoles et le fort endettement ont provoqué de nombreuses faillites. Dans les années 1940, l'évolution des marchés internationaux a plutôt bénéficié à l'élevage, dans un contexte de concurrence croissante avec les États-Unis pour l'exportation de grains.

Si l'agriculture argentine d'aujourd'hui reste fidèle à cette vocation exportatrice, elle a beaucoup évolué depuis les années 1990. Elle est dorénavant dominée par un complexe agro-industriel oléagineux et par de nouvelles articulations entre amont et aval, associant paquet technique spécifique (OGM, glyphosate, semis direct), externalisation des tâches à des entreprises spécialisées et arrivée de nouveaux acteurs sur les marchés de la terre et des

capitaux. Ce modèle présente des atouts mais comporte aussi des limites pour l'avenir.

La première partie de cette note caractérise les évolutions, depuis les années 1990, du modèle agro-exportateur dominant. La seconde analyse ses principaux enjeux actuels et futurs : productivité, logistique, environnement et santé publique.

1. Un modèle agro-exportateur en forte évolution depuis les années 1990

1.1. Régions agricoles, productions et exportations

L'Argentine comprend cinq grandes régions agricoles qui se distinguent par la qualité des sols, les conditions climatiques

Figure 1 - Caractéristiques pédo-climatiques et orientations productives des régions argentines



Régions	Surface (%/km ²)	Climat	Sols	Agriculture	Élevage	Horticulture
Pampeana	22	tempéré	excellente qualité édaphique	maïs, blé, soja, tournesol	bovin / lait, porc, équin, volaille	intensive (sous serre) / extensive (plein champ)
NEA (Nord-Est Argentin)	8	subtropical	diversement fertiles	riz, coton, yerba mate, thé, tabac, citrus, patate douce, canne à sucre, maïs, tournesol, soja	bovin	intensive (sous serre) / extensive (plein champ)
NOA (Nord-Ouest Argentin)	15	divers : du subtropical à l'aride	diversement fertiles	canne à sucre, tabac, vigne, citrus, haricot, soja, aromatiques, sorgho, maïs	ovin, caprin, llama, âne, bovin	intensive (sous serre) / extensive (plein champ)
Cuyo	8	aride	arides / irrigation	vigne, oliviers	bovin / lait, caprin	intensive (sous serre) / extensive (plein champ)
Patagonia	47	aride froid	arides / irrigation	pomme, poire	ovin, bovin, caprin	intensive (sous serre)

Source : Instituto Geográfico Nacional ; Universidad Nacional de La Plata, Regiones productivas de la Argentina, 2015 ; Universidad Nacional de San Juan, <http://www.portalhuarpe.com>.

et les orientations productives : la région Pampeana, le Nord-Est, le Nord-Ouest, la région Cuyo et la Patagonie (figure 1). Les caractéristiques pédo-climatiques du territoire sont propices à une grande diversité de cultures et d'élevages. Le Nord est favorable aux productions nécessitant des environnements humides (est) ou arides (ouest). La région de Cuyo, de climat aride, présente des conditions idéales pour la viticulture. Également aride mais plus froide, la Patagonie se caractérise par la production de fruits et l'élevage ovin. Enfin, les conditions climatiques et édaphiques de la région Pampeana favorisent les céréales, les oléoprotéagineux et l'élevage bovin.

Depuis les années 1980, les productions et exportations ont évolué, un changement d'affectation des sols se faisant en faveur du soja, aux dépens du blé, du maïs, du tournesol et de l'élevage bovin (figure 2).

Certaines régions sont nettement positionnées pour l'exportation, en particulier la région Pampeana, dont la fertilité naturelle

a été déterminante pour la compétitivité à l'international et pour ses capacités de réponse à la demande mondiale (figure 3). Elle contribue pour 63 % et 87 %, respectivement, au total des exportations agricoles et agro-industrielles de céréales et d'oléoprotéagineux.

En 2016, 53 % des exportations agricoles et agroalimentaires de l'Argentine concernaient les oléoprotéagineux, 22 % les céréales 7 % la viande bovine et 18 % d'autres exportations, toutes destinations confondues. Les oléagineux constituent l'essentiel des exportations à destination de l'Asie et sont majoritaires à destination de l'Union européenne et l'Afrique du Nord.

La part importante des exportations dans la production agricole argentine⁵ constitue un risque lorsqu'elles se concentrent sur un nombre restreint de pays ou régions (figure 4). C'est particulièrement le cas de la Chine qui représente actuellement la moitié des importations mondiales de soja, ce qui lui donne un réel pouvoir de négociation⁶. L'arrêt

des importations d'huiles végétales de la part de la Chine, en 2010, a ainsi mis en difficulté la filière des oléoprotéagineux⁷.

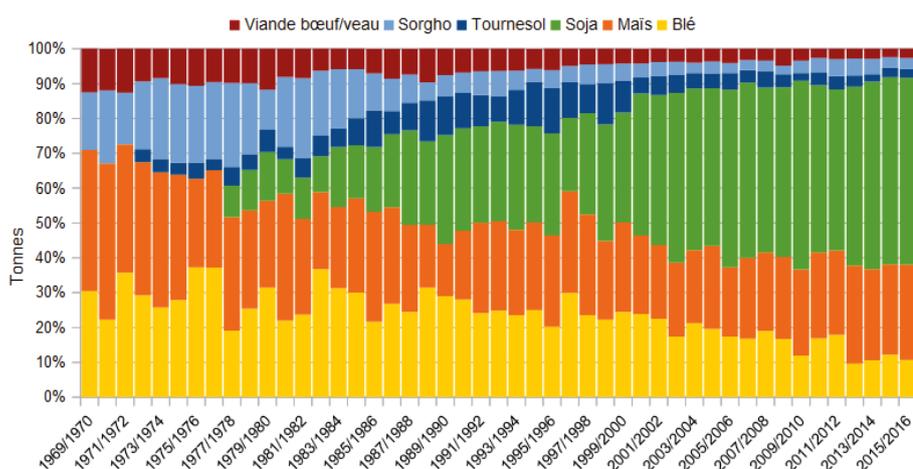
1.2. De nouvelles formes d'organisation du secteur : paquets techniques, *contratistas* et nouveaux acteurs

L'agriculture argentine, notamment en région Pampeana, a significativement évolué dans les années 1990.

Tout d'abord, cette période a vu le renforcement d'un modèle productif fondé sur un paquet technique associant semences OGM, semis direct et utilisation de glyphosate⁸ dont l'adoption a conduit à des gains de productivité et à une simplification des tâches⁹. S'il est souvent associé au soja, ce modèle concerne aussi d'autres cultures telles que le blé et le maïs.

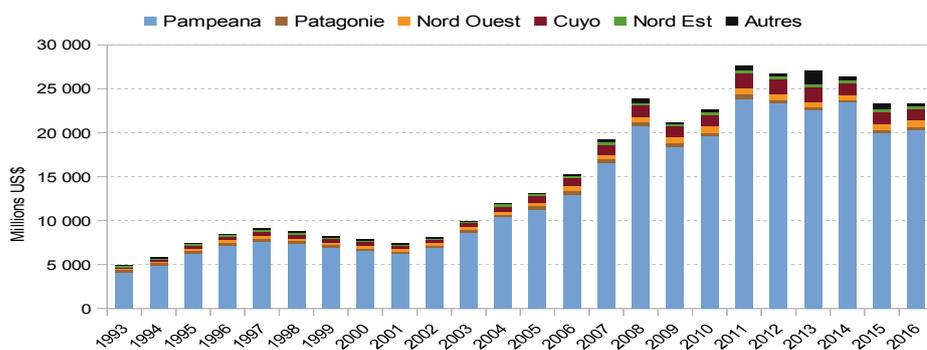
En second lieu, les travaux agricoles ont été de plus en plus externalisés à des prestataires de services, les *contratistas*, notamment pour les semences, la protection des cultures et les récoltes. Leur activité, secondaire aux débuts

Figure 2 - Évolution des principales productions agricoles en Argentine



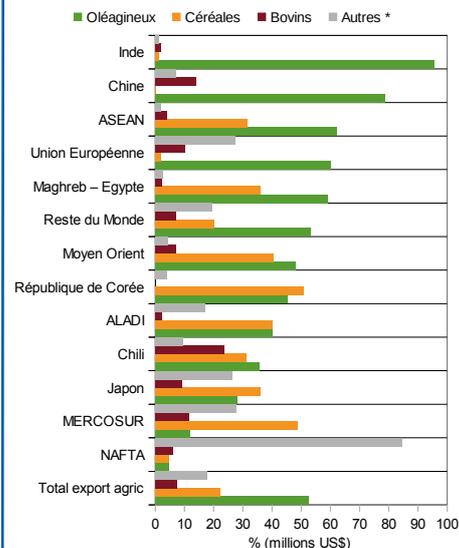
Source : USDA

Figure 3 - Argentine : exportations des IAA



Source : INDEC

Figure 4 - Principales exportations agricoles et agroalimentaires argentines par destination (en % du total agricole et IAA), 2016



* Autres : fruits, horticulture, raisin/viticulture, arachide, tabac, coton, ovin, biodiesel
Lecture : En 2016, les oléagineux représentent 79 % des exportations à destination de la Chine.
Source : INDEC

5. Ratios exportation/production en 2015-2016 : maïs : 75 % ; blé : 85 % ; farine de soja : 91 % ; huile de soja : 68 % ; biodiesel : 56 % ; farine de tournesol : 64 % ; huile de tournesol : 53 %.

6. Claquin P *et al.*, 2017, *MOND'Alim 2030*, La Documentation française : <http://agriculture.gouv.fr/mondalim-2030-panorama-prospectif-de-la-mondialisation-des-systemes-alimentaires>.

7. Guibert M, 2012, « Les ressorts de la puissance alimentaire de l'Amérique latine », *Cahier Demeter*, 12.

8. Entre 1994 et 2014, l'utilisation d'herbicides a été multipliée par dix, pour atteindre 200 000 tonnes.

9. Trigo E, Cap E, 2006, *Diez años de cultivos genéticamente modificados en la agricultura argentina*, INTA, Argenbio : <https://inta.gob.ar/sites/default/files/script-tmp-diez-anos-cultivos-gm-argentina.pdf>.

de la production agricole extensive, est devenue progressivement prédominante dans les années 1990 et a contribué à l'expansion de la frontière agricole en Argentine¹⁰ (comme en Bolivie, au Brésil, en Uruguay et au Paraguay). En 2014, dans les filières céréales et oléoprotéagineux, les *contratistas* réalisaient ainsi 60 % des semis, 75 % des traitements phytosanitaires, 95 % des récoltes¹¹ et les principaux investissements en agroéquipements. Les propriétaires ou fermiers des exploitations, qui pratiquent cette externalisation, conservent les décisions sur l'orientation du processus productif et perçoivent en échange, dans le cas du soja, une rente équivalant à environ 50 % du rendement en quintaux par hectare¹².

Troisièmement, des formes originales d'accès à la terre et de financement de l'agriculture se sont développées dans la décennie 1990 : entreprises de production agricole avec ou sans capital propre, fonds d'investissement sans terre (*pooles de siembra*) apportant des capitaux externes pour le fermage de terres. Ces *pooles* sont plus ou moins formels, selon la taille économique des acteurs et la durée des contrats. La région Pampeana est particulière à cet égard : le pourcentage d'exploitations travaillées sous des formes autres que la seule propriété y est de 42 % contre 32 % dans le reste du pays. S'agissant de l'accès au foncier, la proportion des formes sociétaires (sociétés anonymes, sociétés de fait) est également plus élevée en région Pampeana.

Au total, l'originalité du modèle argentin actuel tient à la conjonction i) d'une demande mondiale croissante en oléoprotéagineux (soja) pour l'alimentation animale et humaine, ii) d'une réduction des coûts de production, favorisée par une puissante stratégie de R&D et commerciale (semences OGM résistantes au glyphosate, semis direct¹³) et iii) d'une structure agraire flexible et adaptable. L'articulation des facteurs de production (terre, travail, capital) s'appuie sur une « agriculture en réseaux » où les rôles de chacun sont clairement définis, même si le degré de formalisation des contrats peut varier¹⁴. Il en résulte un désengagement croissant d'une fraction de propriétaires terriens, devenus rentiers, et une externalisation des tâches productives.

2. Défis futurs pour l'agriculture argentine

2.1. Productivité, compétitivité et politiques agricoles

Le secteur agricole et ses exportations ayant un poids économique considérable, il est depuis longtemps la principale source de devises du pays et l'enjeu de plusieurs politiques publiques. Celles-ci ont connu d'importantes évolutions depuis la fin du XIX^e siècle. L'entre-deux-guerres a vu la mise en place d'instruments de régulation s'appuyant sur des politiques de fixation des prix et des changes. Après la Seconde Guerre mondiale, l'État argentin renforce son intervention en assurant directement la

commercialisation des matières premières agricoles. Après la dissolution de l'agence étatique en charge de la commercialisation, à la fin des années 1950, l'intervention publique dans les années 1960 à 1980 passe principalement par les taxes à l'exportation, des subventions transitoires et le soutien au changement technologique (tableau 1). En assurant des recettes fiscales, la taxation des exportations permet de financer la politique sociale du pays et les investissements publics dans les infrastructures (routes, chemins de fer, etc.). Si cette taxation réduit le prix des produits d'exportation payé au producteur, elle contribue à diminuer le prix de vente de ces produits sur le marché intérieur, ce qui est considéré comme un moyen de protéger les conditions de vie des secteurs les moins favorisés et d'atténuer les situations sociales potentiellement explosives¹⁵.

Les années 1990 sont marquées par une forte inflexion des politiques publiques. Une politique de dérégulation de l'économie démantèle les instruments étatiques de gestion des prix, de stockage et d'échanges commerciaux, considérés comme des obstacles à la compétitivité, à l'investissement et aux gains de productivité, compte tenu de leur déconnexion avec les coûts de production et de commercialisation. Les droits à l'exportation sont supprimés pour toutes les céréales et réduits à 3,5 % pour le soja (26 % en 1990) et le tournesol¹⁶. Cette libéralisation, dans un contexte d'augmentation des prix internationaux et de diminution

relative des prix des intrants, s'accompagne d'importants changements technologiques, de gains de productivité globale des facteurs et d'une hausse de la production¹⁷. *A contrario*, l'élimination des droits à l'exportation provoque une forte augmentation des prix sur le marché intérieur.

Sur la période 2002-2015, certains mécanismes de régulation sont restaurés, notamment les taxes et les restrictions aux exportations. Au début des années 2010, l'augmentation des taxes (soja) et des

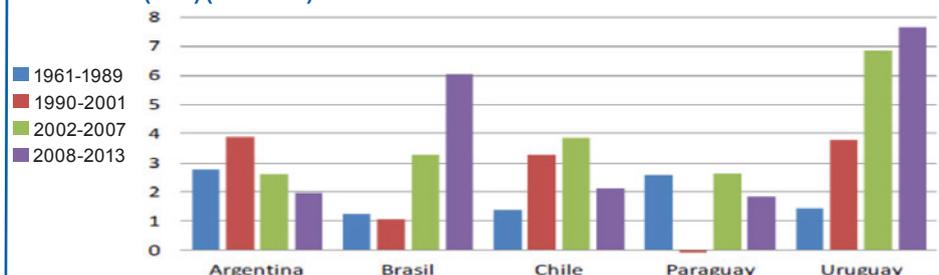
10. Federación Argentina de contratistas de Máquinas Agrícolas : <http://www.facma.com.ar/>.
11. Subsecretaría de Agricultura, Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca.
12. Rendement moyen de la campagne 2016/2017 : 31,9 quintaux/ha (Bolsa de Cereales de Buenos Aires).
13. Piñero V, Robles M, Elverdin P, 2017, *El agro argentino. Un sistema productivo y organizacional eficiente*, IFPRI : <http://ebrary.ifpri.org/utis/getfile/collection/p15738coll2/id/131103/filename/131314.pdf>.
14. Bisang R, Anllo G, Campi M, 2008, *Una revolución (no tan) silenciosa. Claves para repensar el agro en Argentina*, figure p. 16 : https://www.biblioteca.fundacionicbc.edu.ar/images/6/6b/BISANG_IDES6.00.pdf.
15. Barsky O, Gelman J, 2001, *Historia del agro argentino, desde la Conquista hasta fines del siglo XX*, Mondadori.
16. Rossi G, 2015, *Retenciones : larga historia de tensiones*, Bolsa de Comercio de Rosario : <https://www.bcr.com.ar/Pages/Publicaciones/infolibros/infolibros.aspx?IdArticulo=1681>.
17. Lema D, 2015, *Crecimiento y productividad total de factores en la agricultura, Argentina y países del Cono Sur 1961-2013*, Grupo Banco Mundial : <http://documents.worldbank.org/curated/en/970151468197997810/pdf/104000-WP-P155040-Crecimiento-y-Productividad-Total-de-Factores-en-la-Agricultura-Lema-PUBLIC-SPANISH.pdf>.

Tableau 1 - Politiques publiques envers l'agriculture

1880-1930	Absence d'institutions de régulation du commerce et de politiques publiques, de soutien ou discriminantes, envers l'agriculture
1933-1945	Mise en place de politiques de prix et de change, fixation de prix planchers (blé, maïs, lin), double marché de change et dévaluation de 20 %
1946-1955	L'État prend en charge la commercialisation des matières premières agricoles à travers l'Instituto Argentino de Promoción del Intercambio (IAPI), en conservant la politique de change mise en place en 1933
1956-1989	Dissolution du IAPI, mise en place des retenciones (taxes à l'exportation) temporaires et mobiles, création d'un Fonds d'appui au changement technologique de l'agriculture et des subventions transitoires
1990-2001	Politique drastique de dérégulation de l'économie de la part de l'État, dont absence de politiques de soutien ou de redistribution, fin de la régulation publique du commerce
2002-2015	Retour de la régulation de la part de l'État, l'intervention dans les marchés, contrôle des exportations, rétablissement des retenciones, subventions pour certaines branches afin de compenser la politique de contrôle des prix sur le marché intérieur
Après 2015	La politique de contrôle des exportations s'assouplit, suppression des retenciones pour le blé, le maïs et la viande, celles du soja passent de 35 % à 30 %

Source : auteur, adaptation de Colomé R., 2011, *Política agropecuaria. Un análisis histórico ; énfasis en "protección"* : www.aep.org.ar/anales/download/2011/politica_agropecuaria.pdf

Figure 5 - Cultures : taux de croissance de la productivité globale des facteurs (PGF) (% annuel)



Source : Lema D., 2015, *Crecimiento y productividad total de factores en la agricultura, Argentina y países del Cono Sur 1961-2013*, Grupo Banco Mundial

restrictions (céréales) conduit à une chute des exportations agro-industrielles¹⁸. Ce retour des politiques interventionnistes ralentit la croissance de la productivité agricole en Argentine (figure 5), à la différence des pays voisins, même si d'autres facteurs ont également joué dans le ralentissement de la compétitivité du secteur : épuisement des potentiels de productivité du paquet technique développé dans les années 1990, problèmes de fertilité des sols, augmentation de la fréquence des aléas climatiques affectant la production (sécheresses, inondations).

Ces changements politiques successifs, dans des directions opposées, n'ont cependant pas fondamentalement changé la logique d'accroissement de la rentabilité, de réduction des coûts et d'augmentation de la taille des unités de production.

2.2. Une logistique qui limite la compétitivité

Les coûts d'acheminement des produits destinés à l'exportation constituent un défi important pour l'agriculture argentine. La période de stockage de la récolte des céréales et des oléoprotéagineux dans les silos est variable selon l'évolution des cours. Les volumes destinés à l'exportation sont expédiés vers des ports du Gran Rosario (85 % des exportations de grains, farine et huile de soja¹⁹), situés au long du fleuve Paraná (région Pampeana).

18. Barsky O, 2015, "Las retenciones agropecuarias en Argentina. Sobre intereses sectoriales, y mitos ideológicos", *Estudios Rurales*, vol 5, n°8, CEAR-UNQ, pp. 3-8.

19. Calzada J, Di Yenno F, 2017, *Gran Rosario es el nodo portuario exportador sojero más importante del mundo*, Bolsa de Comercio de Rosario.

20. Calzada J, 2017, *Análisis de situación del flete camionero en Argentina*, Departamento de Investigaciones Económicas, Bolsa de Comercio de Rosario (estimations) : https://www.bcr.com.ar/Pages/Publicaciones/informativosemanal_noticias.aspx?pldNoticia=692

21. Gauthier G, Carruthers R, Millán Placci F, 2016, *Logística de la soja, Argentina-Paraguay-Uruguay*, Grupo del Banco Mundial, n° 4 : <http://documentos.bancomundial.org/curated/es/923401468272770160/pdf/LogisticadelasojafINAL-r.pdf>

22. Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sustentable, 2016, *Informe del estado del ambiente* : https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/mayds_informe_estado_ambiente_2016_baja_1_0.pdf

23. Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sustentable, 2016, *op. cit.*

24. Universidad Nacional del Litoral, 2010 : http://www.aapresid.org.ar/wp-content/uploads/2013/02/informe_sobre_glifosato_unl.pdf

25. Les statistiques sur l'utilisation des phytosanitaires ne sont plus publiées depuis 2012. Celles disponibles avant cette date n'étaient pas ventilées par types de produit et il n'était donc pas possible de calculer la part du glyphosate. CASAFE, Cámara de Sanidad y Fertilizantes : <http://www.casafe.org/>

26. Ley General del Ambiente n° 25.675, promulguée le 27/11/2002.

27. Organisé par Casafe, INTA et ministère de l'Agro-industrie, 14-15/11/2017, province de Salta.

28. CASAFE : Cámara de Sanidad Agropecuaria y Fertilizantes : <http://www.casafe.org/>

29. AAPRESID : Asociación Argentina de Productores en Siembra Directa : <http://www.aapresid.org.ar/>

30. INTA : Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria : <https://inta.gob.ar/>

31. Journal *Clarín*, 18/11/2017 : https://www.clarin.com/rural/agricultura/buenas-practicas-agricolas-marcha_0_ryxx8Ah1G.html

Le fret s'effectue essentiellement (80%) par camions, plus onéreux que le chemin de fer et le transport fluvial. Il en résulte des coûts plus élevés que ceux constatés au Brésil et aux États-Unis. Par exemple, le coût de transport d'une tonne de grains du Nord-Ouest argentin vers les ports du Gran Rosario (1 150 km) est de 65 US\$, contre 39 US\$²⁰ du Gran Rosario vers Shanghai (20 000 km).

Sur les marchés sujets à la volatilité des prix, la recherche d'efficacité logistique s'impose. L'état des routes contribue à l'augmentation des coûts de transport et la concentration sur un nombre limité d'axes engendre de la congestion. En pleine période de récolte, on estime que 14 000 camions arrivent chaque jour au complexe portuaire de Rosario, le plus important du pays. L'absence d'infrastructures routières dédiées et le temps d'attente génère un coût supplémentaire de 8,1 US\$ par tonne²¹.

2.3. Environnement et santé publique

Les mutations de l'agriculture argentine, depuis le début des années 1990, soulèvent d'importants défis en termes d'environnement et de santé publique. L'orientation agro-exportatrice du pays, associée à une période d'augmentation de la demande mondiale d'aliments, avec des prix croissants du maïs et du soja, ont favorisé la remontée de la frontière agricole vers le Nord de la région Pampeana. L'élevage, l'extraction de bois et les incendies y ont également contribué²². Le secteur agricole est aujourd'hui à l'origine de 26% des émissions des gaz à effet de serre (déforestation et changement d'affectation des sols) et la sylviculture de 13%. Simultanément, l'agriculture est très impactée par des événements extrêmes : inondations, sécheresses, vagues de chaleur²³, etc.

Le glyphosate, utilisé massivement dans le traitement des cultures du soja, est présent dans les cours d'eau et les sols²⁴. La question de sa toxicité, pour les écosystèmes et pour la santé des utilisateurs et des populations proches est donc posée, même s'il n'est pas aisé d'accéder à des données sur les volumes utilisés ou sur l'évolution des maladies associées, notamment les cancers²⁵.

Dans les années 1970, la sensibilité aux questions environnementales s'est affirmée et a commencé à se diffuser dans différentes administrations et dans diverses législations. En 2002, a notamment été promulguée la Ley General de Ambiente, encore en vigueur aujourd'hui, qui promeut une gestion durable de l'environnement et la préservation de la biodiversité²⁶. En 2015, est créé le ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Cette sensibilisation progressive n'a toutefois pas empêché le processus de déforestation, observé depuis les années 1990, les terres étant récupérées pour le pâturage et l'agriculture commerciale. En 2017, 30 ans après l'introduction du « paquet

technologique soja OGM/glyphosate », a été organisé en Argentine le premier congrès national des phytosanitaires²⁷, centré sur une utilisation responsable. Selon le ministère de l'Agro-industrie et les organismes techniques (Casafe²⁸, Aapresid²⁹) et de recherche (INTA³⁰), la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles serait un moyen de réduire l'impact environnemental des intrants chimiques, les risques étant davantage liés au non respect de ces bonnes pratiques qu'à la nature des produits utilisés. Des évolutions telles que la technologie sélective (*weed seeker*), pour rendre les pulvérisations plus efficaces, permettraient de limiter leurs retombées sur les milieux naturels tout en réduisant les coûts économiques des applications. Certains spécialistes considèrent que les *contratistas*, en particulier, devraient être plus sensibilisés à ces enjeux environnementaux et aux caractéristiques des terres³¹.

*

Dans les années 1990, des évolutions de la demande internationale de matières premières agricoles, coïncidant avec des politiques macro-économiques nationales de dérégulation, ont conduit l'Argentine vers un nouveau modèle agro-exportateur, en grande partie fondé sur les céréales et les oléoprotéagineux. Depuis, le pays est parmi les tous premiers exportateurs mondiaux de grains, farine, huile de soja, et de biodiesel. Cette mutation s'est accompagnée de « l'exportation » de ce modèle productif vers les pays limitrophes et le continent africain.

Si ce modèle est aujourd'hui solidement enraciné, il n'est cependant pas dénué de faiblesses pour l'avenir. Premièrement se pose la question de la volonté politique de prendre en compte ses impacts sur l'environnement et la santé publique. Les rapports de force internes à la société argentine ne sont pas, pour l'instant, propices à une telle mise en débats. Deuxièmement, l'agriculture argentine connaît un ralentissement de ses gains de productivité, en partie lié aux politiques de restriction aux exportations, ce qui interroge sur sa compétitivité future. Enfin, les problèmes de transport constitueront une des variables importantes de la compétitivité du secteur, la logistique gagnant toujours plus en importance à l'échelle internationale.

Hugo Berman

Centre d'études et de prospective

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général

Service de la statistique et de la prospective
Centre d'études et de prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 PARIS 07 SP
Sites Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr
www.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot

Rédacteur en chef : Bruno Héralt
Mel : bruno.herault@agriculture.gouv.fr
Tél. : 01 49 55 85 75

Composition : SSP
Dépôt légal : À parution © 2018